GAZETTE DE LYON

JOURNAL DU SOIR.

PRIX POUR LYON :
 Un an, 36 fr.; six mois, 19 fr.; trois mois, 10 fr.
POUR LE DÉPARTEMENT DU RHONE :
 Un an, 40 fr.; six mois, 20 fr.; trois mois 11 fr.

PRIX HORS DU DÉPARTEMENT DU RHONE :
 Un an, 46 fr.; six mois, 26 fr.; trois mois, 14 fr.
POUR L'ÉTRANGER :
 Un an, 54 fr.; six mois, 27 fr.; trois mois, 15 fr.

La GAZETTE paraît tous les jours, le dimanche excepté, et publie deux éditions. La seconde, qui paraît à cinq heures du soir, contient les principales valeurs de la Bourse de Paris du même jour et les dépêches télégraphiques de ce jour. — Boîtes de la GAZETTE : 1° rue Lafont, 6; 2° rue Saint-Dominique, 15; 3° rue Sala, 48. — HEURES DES LEVÉES DE CES BOÎTES : dix heures du matin; une h. et sept h. du soir. — On s'abonne à Paris, chez MM. Havas, 3, rue J.-J. Rousseau; Laflitte, Baillet et C., 20, rue de la Banque; J. Fontaine, 22, rue de Trévise, seuls chargés de recevoir les annonces. — Les lettres et envois non affranchis sont rigoureusement refusés. — Prix de chaque numéro : 15 centimes.

TELEGRAPHIC ELECTRIQUE.

DÉPÊCHES DU MATIN.

Londres, 9 juillet.

Le bruit s'est répandu que les nouvelles des Indes sont défavorables.

Paris, 10 juillet.

Le *Moniteur* contient ce qui suit :
 L'intérêt des bons du Trésor est fixé à 4, ou à 4 1/2 ou 5 0/0 suivant le terme des échéances.
 Voici les principaux résultats du bilan de la Banque :
 Caisse à diminué de 2 millions 1/2.
 Les augmentations se répartissent ainsi :
 Portefeuille, 89 millions 1/2;
 Billes, 59 millions 1/2;
 Avances, 5 millions 1/2;
 Trésor, un demi-million;
 Comptes particuliers, 22 millions 1/2.

LYON, 10 JUILLET.

BULLETIN POLITIQUE.

Décidément le mouvement insurrectionnel préparé par M. Mazzini a fait fiasco. Le *Courrier de Paris*, qui a publié les premiers bulletins de la grande armée révolutionnaire, en est réduit ce matin à écrire ces quelques lignes : « *Toujours même incertitude sur les événements qui ont dû suivre l'apparition du colonel Charles Pisané et de sa troupe dans le royaume de Naples. On parle d'un autre débarquement opéré par des insurgés venant de Malte. Le mouvement paraît s'étendre dans la Principauté citérieure, les Calabres et la province de Salerne.* »

Or, au moment où le *Courrier de Paris*, imité en cela par la plupart des feuilles parisiennes, empruntait ces bruits aux journaux piémontais, il avait reçu le supplément au *Journal des Deux-Siciles* que nous avons reproduit hier, et qui les contredit complètement.

En outre, le *Calabrais*, parti de Naples le 4, est arrivé à Gènes dans la soirée du 6. Les nouvelles apportées par ce paquebot confirment les récits du journal officiel. Le *Cattolico* annonce qu'il a recueilli de la bouche des passagers que tous les insurgés ont été tués ou dispersés; le colonel Pisané est au nombre des morts.

Nous lisons dans le même journal, sous la date du 7, dix heures du matin : « Ce matin on ne s'aborde généralement à Gènes que par ces mots : Naples est très tranquille, la tentative insurrectionnelle a été victorieusement comprimée, le *Cagliari* est toujours capturé. Quelques-uns ont cherché à inférer de l'absence de nouvelles plus détaillées que le gouvernement napolitain cache une partie de la vérité; mais cette ridicule insinuation tombe d'elle-même. Si les événements eussent été défavorables au gouvernement de Naples et dans le sens révolutionnaire, quelques passagers s'arrêteraient à ce moment (quinze heures après l'arrivée du paquebot) dit à quel'un, ce qui eût été suffisant pour que chacun le sût. »

Nous faisons cette remarque, ajoute le *Cattolico*, pour qu'on ne recommence pas ce qui qui est arrivé lors de la tentative de Bentivoglio. A cette époque, pendant que le *Cattolico* donnait les nouvelles vraies et dont l'exactitude a été reconnue depuis, les journaux qui ont mis leurs espérances dans le trouble publicitaire les plus ébouriffantes descriptions de la Sicile en feu, des populations insurgées, etc. »

Cette citation nous paraît d'autant plus opportune que notre position, à l'égard des journaux révolutionnaires de Paris et de la province, a été et est encore identique à celle du *Cattolico*.

Nos correspondances et celles de divers journaux étrangers nous ont signalé quelques arrestations faites à Paris et se rattachant à un complot. Aujourd'hui le *Pays* dit que les fils de ce complot, qui ne s'arrêtaient pas à l'Italie, étaient depuis quinze jours entre les mains du gouvernement français, « et que c'est à Paris même que devait éclater, par le plus grave des attentats, cette vaste conjuration qui avait des ramifications jusque en Espagne. » Le gouvernement français, ajoute le *Pays*, a gardé le silence, parce qu'il ne voulait ni troubler les élections, ni influencer sur les votes. Enfin, ce journal nous informe « que plusieurs complots de Mazzini ont été arrêtés en France. »

La *Gazette des Tribunaux* a annoncé pour la première quinzaine d'août l'ouverture des débats judiciaires relatifs à ce complot. Nous ne tarderons donc pas longtemps à être plus amplement informés.

Une lettre adressée de Bologne au *Journal* (allemand) de Francfort nous apporte une nouvelle importante, mais que nous n'enregistrons que sous toutes réserves. Il s'agirait d'une réunion des souverains d'Italie, provoquée par

le Saint-Père, et qui serait fixée au mois de septembre. L'empereur d'Autriche, comme souverain de la Lombardie-Vénétie, y assisterait, accompagné de son ministre des affaires étrangères.

Le correspondant de la feuille allemande ajoute que le Pape, qui présidera sans doute cette conférence, a déjà donné ses ordres pour qu'on fasse les préparatifs nécessaires à la réception de têtes couronnées de la Péninsule, et que ces préparatifs seront d'autant plus grandioses qu'on attend en outre beaucoup de diplomates et d'ambassadeurs de différents princes des familles régnantes d'Italie.

« Une fois que le chef de la chrétienté sera parvenu à établir l'harmonie nécessaire entre les souverains des Etats italiens, on pourra s'occuper des intérêts matériels communs à tous ces Etats. On pourrait alors réaliser par des traités convenables une certaine union sous le rapport des douanes, des postes, des télégraphes, des passeports, une certaine participation commune aux grandes questions politiques. On tiendrait compte ainsi des vœux des patriotes raisonnables de l'Italie, et, en tout cas, la conférence projetée aurait de grands résultats pour la prospérité de l'Italie. »

Nous sommes pleinement de l'avis de l'auteur de cette correspondance. Nous croyons que le projet d'une unité italienne dans la monarchie ou dans la république est un rêve, une chimère irréalisable, comme nous l'avons démontré bien des fois. Il n'y a de possible, de réellement pratique qu'une fédération des Etats italiens sur des bases analogues à celles de la Confédération germanique. Nous applaudissons sincèrement à la réalisation du projet qu'on attribue au souverain pontife, et qui peut être le point de départ d'une véritable régénération politique et industrielle pour la Péninsule.

Il n'y a plus à douter que les renseignements donnés par la *Nouvelle Gazette de Prusse* au sujet de l'adhésion des puissances signataires du traité de Paris au projet de lord Clarendon pour la réorganisation des Principautés d'annabennes ne soient inexacts. On sait déjà que ni la France, ni la Russie ne se sont ralliées à cette combinaison. D'un autre côté, les correspondances de Berlin affirment que la Prusse ne s'est encore prononcée ni pour l'union que demande la France, ni pour le *status quo* que désire l'Autriche, ni pour l'assimilation que proposent l'Angleterre et la Turquie. Elle attend, pour se décider, que les divans aient fait connaître les vœux des populations intéressées.

On remarque toutefois que le *Zeit*, qui a des allures semi-officielles, a publié dans un de ses derniers numéros une lettre énergique d'un roumain en faveur de l'union. Les feuilles prussiennes se sont d'ailleurs généralement prononcées pour l'union.

Deux journaux d'Athènes, le *Sicéle* et l'*Esperance*, ont soutenu, dans ces derniers temps, une discussion assez vive au sujet des projets prêtés à la cour de Bavière sur la question de la succession au trône de Grèce. On peut se rappeler que nous avons nous-même enregistré ce bruit, qu'on avait rattaché à cette question le voyage du roi Maximilien à Paris.

Le *Moniteur grec* du 1^{er} juillet déclare que tout ce qui a circulé à ce sujet est sans fondement. « Nous regrettons vivement, ajoute-t-il, de voir les journaux de notre ville se faire l'écho de ces bruits et ranimer ainsi les débats d'une question que la Constitution et les traités ont depuis longtemps tranchée d'une manière définitive. »

La question des duchés est toujours à l'ordre du jour de la presse allemande. Toutefois nous ne pouvons recueillir à ce sujet que la nouvelle suivante adressée de Vienne au *Neueste de Hambourg* : « Le baron de Budberg a déclaré, dans les conférences qu'il a eues avec le comte de Buol, peu avant son départ pour Kissingen, que la Russie considérerait la question des duchés comme étant de la compétence de la Diète germanique; mais que, par égard pour divers intérêts auxquels touchait cette question, et pour éviter des réclamations postérieures, il était désirable que l'affaire fut portée devant le tribunal des grandes puissances. » Il se confirme que l'Angleterre soutient la même opinion. »

L'insurrection commencée à Séville et à Utrera n'est pas encore éteinte. La bande qui a envahi Utrera erre dans les montagnes voisines sous le commandement d'un certain Manuel Caro. Les proclamations répandues par les insurgés sont républicaines, et parmi les promesses faites à la population figure l'abolition de la conscription.

Paul Beaurhetet.

Nous recevons de Naples une lettre du 4 juin 1857 :

La tentative de piraterie révolutionnaire dont le royaume des Deux-Siciles a été le théâtre et que je vous ai annoncée dans ma dernière lettre, n'a eu d'autre résultat que celui de

faire verser inutilement du sang, et d'exciter dans toute la population de la capitale et des provinces une indignation extrême contre les auteurs de ce coup de main, et plus encore contre ceux qui l'ont supposé, je crois à bon droit, en avoir été les instigateurs intéressés.

Quel que soit, cependant, le sentiment de tristesse que tout homme de cœur, éprouve en considérant une tentative aussi audacieusement criminelle, et surtout ses conséquences sanglantes, cet événement tout déplorable qu'il est au point de vue de l'humanité, puisqu'il a coûté la vie à près de deux cents personnes, doit certainement prouver une fois de plus tout ce qu'il y avait d'erroné et de mensonger, dans les assertions de ceux qui ont voulu faire croire à l'existence d'un mécontentement et d'une désaffection générale des régnicoles des Deux-Siciles, et au danger que présentait pour la paix de l'Europe la situation de ce pays où une révolution pouvait éclater à tous les instants. Eh ! bien, nonobstant les calomnies et les fausses nouvelles systématiquement répandues avec une cynique persévérance, et les manœuvres de tout genre employées pour agiter le pays, malgré la rupture des relations diplomatiques avec deux grandes puissances et l'effervescence produite dans toute l'Italie par cette mesure, il est excessivement remarquable, que la bande débarquée par le vapeur sarda le *Cagliari* ait été écartée principalement par les gardes urbains, sans avoir pu recruter un seul homme, à l'exception des condamnés criminels qu'ils ont pris à Ponza.

C'est là une preuve éclatante, palpable, que le repos de l'Europe ne réclame aucune intervention même diplomatique dans le royaume des Deux-Siciles que le roi Ferdinand II de Bourbon et son gouvernement ont pu toujours sauver des malheurs incalculables d'une révolution triomphante, au moment même où tous les trônes étaient ébranlés, où la société tremblait pour son existence; et cela sans secours étrangers et avec les seules forces nationales.

Il serait à désirer que la justice fut prompte et exemplaire, car les fidèles populations du royaume ont besoin d'être rassurées contre le renouvellement de semblables expéditions. Mais en sera-t-il ainsi; le caractère du roi si ferme, si digne, si courageux dans le danger, mais si élément, si généreux après le triomphe, ne fait-il pas craindre qu'il n'en soit autrement?

Il n'y a plus qu'à attendre. Ce qu'il y a de certain, c'est que les plus criminels ne sont pas les hommes égarés qui vont avoir à rendre compte à la justice, mais ceux qui ont été les machinavéiques instigateurs de leur expédition ou les inspirateurs de leurs espérances. Quels sont les instigateurs, fest ce que les papiers saisis et l'instruction du procès révéleront.

Quant au public, il se demande si le comité démocratique a pu pouvoir aux frais de cette expédition qu'on ne saurait évaluer à moins d'un million à douze cent mille francs, mais cela ne paraît pas croyable. Quant à l'Angleterre, il n'est guère permis de supposer qu'elle soit dans ce moment surtout l'instigatrice d'une révolution en Italie; car avec les embarras qu'elle a en Chine, en Amérique, et enfin dans l'Inde, qui doivent absorber toute son attention, toutes ses forces, elle craindrait d'être obligée de jouer un rôle très secondaire dans les événements européens; or, ses hommes d'Etat sont trop habiles pour ne pas faire au contraire tout ce qui dépendra d'eux pour éloigner toute occasion. L'Angleterre serait même momentanément obligée de ne pas jouer le rôle qui lui a toujours appartenu. Toutes ces appréciations sont justifiées parce que nous savons des véritables pensées du cabinet de Saint-James.

Le pays est très tranquille, les amis de l'ordre et du pays sont rassurés et les rares révolutionnaires consternés.

Recevez, Monsieur, l'assurance de ma parfaite considération.

E. LUMLEY-WOODYEAR.

REVUE DES JOURNAUX.

Le *Messageur du Midi* fait le procès des électeurs de Paris : *Opposition des faux républicains.*

Si, d'un côté, ce résultat des élections parisiennes nous étonne un peu, par des raisons que nous dirons tout à l'heure, de l'autre, il ne doit pas surprendre ceux qui savent le rôle politique que Paris a joué depuis soixante ans. Paris fait de l'opposition à tous les gouvernements : sous la Restauration, il nommait des députés libéraux et bonapartistes (c'était tout un alors); sous la monarchie de Juillet, il nommait des députés réformistes qui préparaient les voies à la République; sous la République, il envoyait le prince Louis-Napoléon à l'Assemblée avec 200,000 voix; sous l'Empire, le voilà qui nomme des républicains; si la République était rétablie, il nommerait des impérialistes.

Ainsi, il n'y a pas eu, depuis soixante ans et plus, un seul gouvernement à qui les Parisiens n'aient pas fait d'op-

position; et il n'y a qu'une manière d'expliquer ce fait : c'est qu'il y a toujours eu dans la capitale une partie de la population qui ne veut d'aucun gouvernement, si ce n'est à l'instant où elle vient de faire une révolution. On la voit alors se hâter en quelques minutes d'improviser un gouvernement nouveau; mais au fond ce n'est pas pour elle qu'elle le choisit, c'est pour la France, à qui elle entend imposer immédiatement ses volontés.

Nous n'exagérons rien. De tous les gouvernements qui ont passé en France depuis 1789, il n'en est pas un seul que Paris n'ait donné à la France, pour lui faire ensuite une opposition sourde ou patente, et le renverser le plus tôt possible. On ne peut pas même excepter le premier Empire, qui eut en 1814 des chances d'être maintenu jusqu'au moment où la population parisienne se mit à arborer les mouchoirs et les drapeaux blancs devant les troupes étrangères.

La Gazette du Midi fait ici les observations suivantes :

Ces dernières lignes méritent d'être notées; elles concordent avec les aveux de Carnot sur les événements de 1814, mais elles font erreur sur un point essentiel; ce fut la province, ce fut Bordeaux, qui prit l'initiative du mouvement monarchique.

Ce qui suit nous a paru doublement curieux sous la plume de cet écrivain qui, dans un journal catholique et républicain, soutint à Marseille contre la *Gazette du Midi* la candidature présidentielle du général Cavaignac. S'il avait vu dès lors ce qu'il voit aujourd'hui, la république aboutissant forcément à la dictature, nous aurions été d'accord, au moins dans la moitié de nos conclusions.

Quant à la liberté, dont, à ce qu'assurent la *Presse* et le *Sicéle*, l'opposition se préoccupe seulement aujourd'hui, nous n'admettons pas que l'élection du général Cavaignac ait un sens libéral. Le général Cavaignac a été un symbole d'ordre dans la république, jamais un symbole de liberté. Il a été ou il s'est cru obligé d'exercer la dictature la plus absolue; il a le premier donné ce terrible exemple de la transportation sans jugement; il a suspendu des journaux, emprisonné des journalistes; et, si le prince Napoléon n'avait pas existé, si la république avait continué à vivre avec le général Cavaignac pour président et la centralisation pour base, le général Cavaignac eût été infailliblement conduit à faire un coup d'Etat.

Ceux qui ont voté, en 1848 pour la présidence de Cavaignac, votaient pour le gouvernement établi et ne votaient pas pour la liberté, que personne n'aime ni ne connaît en France, et ceux qui votent aujourd'hui pour le général Cavaignac votent contre le gouvernement et pour la révolution qui est la plus perfide ennemie de la liberté.

Nous poursuivons :

Bien que le gouvernement actuel soit assez fort et assez respecté pour ne pas être ébranlé le moins du monde par l'élection de cinq députés d'opposition à Paris, on ne peut s'empêcher cependant d'éprouver un sentiment d'inquiétude en voyant qu'il n'existe pas de moyen d'améliorer l'esprit public à Paris, que l'opposition y subsiste toujours aussi vivace et aussi nombreuse que par le passé.

On pouvait croire qu'après ce que l'empereur a fait pour Paris, depuis six ans, les dispositions de la capitale à l'opposition se seraient modifiées et affaiblies; il semble au contraire que Paris veuille s'appliquer le mot de l'Autriche : « Nous étonnerons le monde par notre ingratitude. »

L'opposition, dans quelques provinces, on pourrait à la rigueur se l'expliquer. Il y a des contrées éloignées de Paris, qui ne participent guère aux largesses de la centralisation; il y a des contrées qui réclament la liberté commerciale et qui ne peuvent l'obtenir. Mais Paris, que lui manque-t-il, et quel est celui de ses besoins, de ses intérêts, de ses désirs, auquel on n'ait pas satisfait?

On n'a pas diminué les loyers, ou plutôt ils ont augmenté dans une proportion énorme, par suite de l'accroissement de la population. Voilà le grand grief, le grand sujet de mécontentement d'une partie de la population parisienne. Or il n'y a qu'un moyen de faire diminuer le prix des loyers à Paris : c'est celui que proposait, il y a six ans, le général de Grammont, de ramener à Versailles ou de transporter partout ailleurs qu'à Paris la cour et le siège du gouvernement. Voilà le remède, l'unique remède à la cherté des loyers à Paris. Veut-on l'employer? Ce ne sont pas les provinces, en tout cas, qui s'y opposeront. — Danjou.

Le *Messageur* demande ensuite quelle est la liberté qui manque à Paris, et si MM. Guizot, Thiers, et même Proudhon ne sont pas libres d'y publier leurs opinions?

La question est assez scabreuse, ajoute la *Gazette du Mi-*

FEUILLETON DE LA GAZETTE DE LYON.

LE JUGE MAGE.

Dans une de ces maisons de structure cyclopéenne qui bordent le fossé du vieux Calors, promenade ainsi appelée à cause de sa destination première, vous auriez entendu, il y a cent ans, avant l'aube du 1^{er} mai, un tumulte bien étrange à cette heure, et tout à fait en dehors des habitudes paisibles et de l'existence régulière de nos aïeux. Des lumières couraient d'une chambre à l'autre, des pas précipités retentissaient sur les marches en pierre de l'escalier ou faisaient écrier au premier étage les aïs vermoulu du parquet; des voix bourdonnaient dans l'intérieur, et au bruit des portes ouvertes et refermées à chaque instant se mêlaient les chants du coq et les hennissements des chevaux.

Réveillés en sursaut par cette agitation insolite, les voisins se mirent aux fenêtres, et, après avoir échangé une foule d'interrogations, roulant toutes sur le même sujet, ils allèrent se lancer dans le champ des conjectures, lorsque l'un d'entre eux, celui dont la maison touchait la grosse tour, découvrit dans l'ombre un jeune homme qui accourait, et, l'interpellant d'une voix à ébranler le pont de Valentré, bien qu'il ait été bâti par le diable :

— Eh ! monsieur Amadien, dit-il, d'où vient donc le sabbat qu'on entend chez le juge mage ?

— De Toulouse, monsieur Deloncle, et non point de l'enfer, comme vous semblez le présumer, répondit le jeune homme en ôtant son chapeau clabaud (1). Oui, le premier président de la

cour souveraine a trouvé bon d'enjoindre à M. Majorel d'informer sans délai et en personne sur la vie et les mœurs des juges seigneuriaux de l'élection de Figeac. Ensuite de quoi M. le juge mage va se mettre en route avec Jaquette, sa gouvernante, Mlle Agathe, sa fille, et votre très obéissant serviteur, son humble secrétaire, le tout escorté par une brigade de maréchaussée que mène la Galerne.

— Il ne lui manque plus, mardy ! murmura M. Deloncle, que d'emmenner son chien, ses chats et sa calandre !

— Il les a confiés hier au soir à Mlle Judicis, votre voisine ! Mais chut ! et bonne nuit ajouta l'espégle Amadien, j'entends marcher, et il est temps que je parte.

Entendant à ces mots à pleins poumons, pour détourner l'attention du juge, ce vieux refrain de chasse :

Amis, la matinée est bonne,
 Viao ! viao ! viao !
 La trompe aux dents, piqueur, et sonne,
 Hardi ! mes bellots !...

Amadien doubla le pas et se trouva nez à nez avec Jaquette, qui avait prêt l'oreille avant d'ouvrir.

— Avec qui donc étiez-vous là ? lui demanda-t-elle aigrement, car, pour des motifs que le lecteur saura plus tard, la digne gouvernante haïssait fort le secrétaire.

— Avec Dieu seul, qui est partout, dame Jaquette, et mon ange gardien !

— Je vous ai entendu pourtant rire avec les voisins, et je jurais même avoir ouï la voix de M. Deloncle.

— Vous jureriez devant le sénéchal ?

— Oui, certes, tant je suis sûre...
 — Que les oreilles vous corrent, dame Jaquette ! ce n'est pas la première fois, du reste, que je m'en aperçois. A votre place, je profiterais de la journée que nous allons faire pour monter à Roqueamadour.

— Et à quelle fin, s'il vous plaît ?

— Afin de toucher le verrou de Roland, qui rend l'ouïe aux sourds et la vue aux aveugles !

— Allez, malappris que vous êtes, allez trouver M. le juge mage, qui saura bien vous mettre à la raison.

Amadien suivit ce conseil et put s'apercevoir en entrant dans la chambre de M. Majorel, qu'il n'eût pas été prudent de tarder davantage. Le juge magistrat, revêtu de la robe de soie noire de petites audiences et coiffé d'une énorme perruque poudrée à frimas, s'efforçait d'assujettir sur le sommet de sa tête un tricorne trop petit pour l'ampleur de la perruque, et ne pouvant y parvenir, il s'abandonnait à toute sa vivacité caducienne et frappait du pied avec rage en maudissant le parlement, les fabricants de Caudebec et les perruquiers judiciaires. L'arrivée de son secrétaire fut une heureuse diversion qui lui permit d'épancher à l'instant tous les flots de sa bile.

— Vous voilà enfin, monsieur, lui cria-t-il avec colère : je pensais vraiment que vous ne viendriez pas !

— Monsieur, répondit Amadien sans se déconcerter, vous m'avez dit tant de fois que vous n'aimiez pas les gens toujours prêts à montrer du zèle, qu'on a fini par se renfermer strictement dans la ligne de ses devoirs.

— A quelle heure vous avez-je prié de vous trouver ici ?

— Au petit jour, monsieur, et l'aube lui a peiné !

M. Majorel tourna vers la fenêtre sa grosse face bouffie et rouge comme une pivoine, et reconnaissant que la contradiction était impossible, il se mordit les lèvres de dépit et grommela entre ses dents :

— Jaquette a raison : il faut que je me débarrasse de ce coquin, qui semble prendre à tîclic de me donner tort à propos de tout pour me faire enragier !

— Si vous avez été à peu près exact, continua-t-il avec humeur, les archers sont en retard, et, par l'hermine de mon père ! la Galerne me le payera !

— Le voilà, monsieur, dit Amadien sans s'émoouvoir.

Le juge mage leva les yeux, et apercevant à la porte la casaque bleue, le plumet bleu, la bandouillère jaune et le chapeau bordé d'argent du brigadier :

— Allez tous deux au diable ! s'écria-t-il, furieux de ne pouvoir se fâcher contre personne.

— M'est avis, monsieur, ne fût-ce que pour obéir à la cour, qu'il vaut mieux aller à Martel !

La Galerne opina respectueusement de l'œil et du chapeau, et le juge mage, rongé par son frein, appela sa gouvernante et sa nièce. Ces dames, déjà enveloppées de leurs capotes de camelot brun, se hâtèrent d'accourir : on les hissa sur des ânes ; M. Majorel, avec l'aide des archers, parvint à monter sur sa mule, et Amadien s'étant jeté en croupe du brigadier, la caravane se mit bravement en marche dans la direction du Martel.

Quand il traversa le faubourg de la Barre, voici dans quel ordre s'avancait le cortège. Concentrant toute son attention sur les mouvements de la mule, bête hardie et rétive à l'exces, le juge mage chevauchait majestueusement en tête, précédé de deux cavaliers de la maréchaussée; puis venaient les dames au pas plus lent de leurs grisons; les deux autres cavaliers de la brigade et le grand la Galerne, qui portait Amadien en croupe, fermaient la marche. Cette belle ordonnance, par malheur, ne se conserva pas longtemps. Après avoir passé le pont de Rhodés, la cavalcade brisa ses rangs et se modifia selon l'allure des bêtes et les désirs secrets des gens qui la formaient. Les archers de l'avant-garde se trouvaient à cent pas de distance du corps principal; le juge mage, engagé dans un entretien des plus vifs avec sa gouvernante, oubliant de regarder le terrain perdu; plus loin, Amadien, qui gravissait toutes les côtes à pied, causait à demi-voix avec Mlle Agathe, et le discret brigadier tenait ses hommes en arrière pour qu'ils n'entendissent pas la conversation des deux jeunes gens.

C'est ainsi qu'on arriva clopin-clopant à la Bastide-Fortunière, premier gîte de la chevauchée. Le magistrat descendit aux Trois-Rois, où l'hôte, prévenu de son passage, avait préparé un festin homérique. Deux tables étaient dressées dans la grande salle du premier étage : l'une à la place d'honneur pour le juge mage, l'autre au bas bout de la pièce pour la maréchaussée. M. Majorel, gros mangeur, sourit en voyant apparaître le pot bouillant, et, s'installant dans le fauteuil le plus commode avec un soupir de satisfaction, il ne songea plus qu'à faire largement honneur à la cuisine épiscopale du Quercy.

Une fois à table, l'excellent homme s'y ancrant et n'en sortait,

(1) Chapeau dont l'un des bords était relevé.

di, et nous nous contenterons de répondre que la liberté de M. Proudhon n'est pas la nôtre. Le Messager dit, au surplus, que la liberté qu'il aime n'est pas celle que veut Paris, qui ne rêve qu'une dictature sur la province.

La même feuille s'occupe de l'opinion de M. de Montalembert sur la révolution de 1830 :

Nous donnons, sans vérification ultérieure, à M. de Montalembert, acte de son désaveu de paroles que jusqu'à ce jour nous avons cru fermement exister au Moniteur des dernières années de Louis-Philippe : mais nous protestons contre le mot de calomnie appliqué à notre article, dont le but était de justifier M. de Montalembert d'avoir pris les armes contre son roi aux journées de juillet.

Quant au malheur mérité et provoqué de 1830, ces mots ne nous auraient pas surpris, il y a vingt-quatre ans, au milieu des illusions de l'Avenir ; mais en 1857, après tout ce que nous avons vu, est-il possible de croire que la coalition démocratique, orléaniste et impérialiste désignée sous le nom de libéralisme, voulait sincèrement la Charte des Bourbons, et qu'on l'aurait désarmée par la création d'un ministère de gauche ?

Si M. de Montalembert a pu ignorer à Madère tous les vœux du National et du Globe, de MM. Thiers, Dupin et tant d'autres, sur le parti pris de pousser Charles X à un coup d'Etat, il aurait dû, ce nous semble, apprendre depuis lors ces faits publics d'histoire contemporaine.

Plus justes que lui, nous ne voulons pas user de représailles à son égard. Nous respectons sa récente défaite et nous ne dirons pas qu'il l'ait méritée ou provoquée, quoiqu'il se soit exposé de gaité de cœur à une lutte inégale et impossible. Malgré ses erreurs de jugement et ses nombreuses variations politiques de Lamennais à Louis-Philippe, de la république à l'empire, et de l'empire nous ne savons plus à qui ni à quoi, M. de Montalembert reste toujours à nos yeux, sinon un homme d'Etat, du moins le défenseur éloquent de la liberté religieuse et des institutions libres, qu'il eût seulement le tort de confondre avec les fictions parlementaires et la centralisation administrative.

En résumé, ses injustices passagères ne nous empêcheront pas d'attendre patiemment que l'expérience achemine de l'éclaircir. On a cité un mot qui nous paraît d'autant plus vrai qu'il est à la fois spirituel et juste. Après avoir lu une de ses malencontreuses sorties contre la monarchie, M. le comte de Chambord dit pour toute vengeance :

« M. de Montalembert a trop bien le sentiment de la religion pour n'avoir pas un jour le sentiment de la justice. »

H. Abel.

L'Univers juge ainsi la question de l'Inde :

Trop de divisions régnaient dans l'Inde pour que la puissance anglaise puisse se croire sérieusement menacée. Non seulement les musulmans et les hindous forment deux peuples entièrement distincts, mais encore, parmi ces derniers, des sectes nombreuses et ennemies, des races diverses, des intérêts opposés, des haines de caste et de pays, ont toujours empêché une action commune.

Une seule chose, à notre avis, pourrait ébranler et détruire la puissance anglaise, ce serait l'arrivée d'une armée européenne aussi nombreuse que les troupes de la Chine ; mais la Russie paraît bien éloignée, et la France n'est point assez ambitieuse pour tenter une semblable aventure.

Le pays soulevé est celui où la défense est la plus difficile, et vers lequel convergent toutes les routes stratégiques ; c'est également celui où les populations sont réputées comme plus profondément amolies, à l'exception toutefois de quelques musulmans. Il n'est donc point probable que ce soulèvement renverse la domination étrangère, à moins qu'il ne se forme une coalition nombreuse et permanente, ce qui serait contraire à tous les précédents de l'histoire de ce pays.

Néanmoins, un coup sérieux est porté à l'Angleterre par l'insurrection indienne, car des dépenses nouvel-

les et des embarras intérieurs ne peuvent manquer d'être la conséquence des faits qui viennent de se passer. — Barrièr.

La Gazette de France prononce la clôture du débat électoral :

Le Constitutionnel, le Pays et la Patrie déclarent ce matin, dans des termes à peu près identiques, que les élections étant terminées, toute polémique sur ce sujet doit cesser aussitôt. « Ce n'est peut-être pas l'avis des journaux de l'opposition, dit le Pays, qui semblent provoquer la presse gouvernementale à prolonger indéfiniment une polémique qui a déjà beaucoup duré. »

Le Constitutionnel dit de son côté : « Nous ne voyons aucun motif d'entretenir dans le pays la fièvre passagère qui naît du mouvement des élections générales. »

Quant à la Patrie, la double mesure prise à l'égard de l'Assemblée et de l'Estafette lui impose le devoir rigoureux, non-seulement de ne pas engager, mais encore de ne pas accepter un débat ou les journaux de l'opposition ne se croiraient peut-être pas aussi libres qu'elle. »

Après cette triple déclaration de la presse gouvernementale, comme dit le Pays, on comprend que toute discussion ou toutes réflexions sur les élections qui ont eu lieu ne sont plus de mise.

Les nouvelles que nous recevons de l'Italie et de l'Espagne sont graves. Partout la révolution est debout et menace les gouvernements constitués qui n'ont pas dans leur principe la force de rendre impuissantes ces manifestations coupables.

Le recensement général des votes émis les 5 et 6 juillet pour l'élection de trois députés dans les 3^e, 4^e et 7^e circonscriptions de la Seine, a eu lieu jeudi 9.

Table with 2 columns: Circonscription and Votes. Includes data for 3^e, 4^e, and 7^e circonscriptions with candidates like MM. le général E. Cavaignac and Emile Ollivier.

Table with 2 columns: Circonscription and Votes. Includes data for 4^e and 7^e circonscriptions with candidates like MM. Emile Ollivier and Varin.

Table with 2 columns: Circonscription and Votes. Includes data for 7^e circonscription with candidates like MM. Larmonie and Lanquelin.

MM. le général Eugène Cavaignac, Emile Ollivier et Darimon, ayant réuni le plus grand nombre de voix, sont proclamés députés au Corps législatif, en vertu de l'art. 35 du décret réglementaire du 2 février 1852.

MM. Séverin Abbateucci et de Mariani, candidats du gouvernement, ont été élus députés dans la Corse à la presque unanimité.

Le Moniteur publie trois décrets concernant les chemins de fer. Le premier approuve les modifications apportées aux statuts de la compagnie du chemin de fer du Nord, telles qu'elles sont contenues dans un acte passé le 27 juin 1857.

Art. 1^{er}. La compagnie du chemin de fer des Ardennes et de l'Oise est autorisée à prendre la dénomination de Compagnie des Chemins de fer des Ardennes.

Sont approuvés les statuts de ladite société tels qu'ils sont contenus dans l'acte passé le 28 juin 1857, devant M^{rs} Dufour et son collègue, notaires à Paris, lequel acte restera annexé au présent décret.

Art. 2. L'émission des obligations formant le complément du capital social, aux termes de l'article 6, paragraphe 7 des statuts, ne pourra être faite qu'en vertu d'une autorisation de notre ministre secrétaire d'Etat au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, qui déterminera les époques d'émission, réglera le mode, la forme et le taux de négociation et fixera les époques et les quotités des versements.

Le troisième contient les dispositions suivantes : Art. 1^{er}. La société anonyme formée à Paris sous la dénomination de Compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée est autorisée.

Sont approuvés les statuts de ladite société tels qu'ils sont contenus dans l'acte passé le 30 juin 1857 devant M^{rs} Fould et M^{rs} Dufour, son collègue, notaires à Paris, lequel acte restera annexé au présent décret.

Art. 2. La présente autorisation pourra être révoquée en cas de violation ou de non exécution des statuts approuvés, sans préjudice des droits des tiers.

Art. 3. La société sera tenue de remettre, tous les six mois, un extrait de son état de situation au ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, au préfet du département de la Seine, au préfet de police à la chambre de commerce et au greffe du tribunal de commerce de la Seine.

— J'ai de bonnes raisons pour vous dire cela, mademoiselle.

— J'en ai de meilleures, monsieur Amadiu, pour vous soutenir le contraire.

— Ne puis-je le savoir ?

— Vous le pouvez sur l'heure. Jamais mon père ne voudra se déterminer à rendre la dot de ma mère. La méchante femme qui le gouverne.

— Voyez-vous ce petit serpent, murmura dame Jaquette en se mordant les lèvres.

— La femme astucieuse qui a tout pouvoir sur son esprit, continua Mlle Agathe, ne le perillierait pas. Si vous saviez ce qu'elle conseille à mon père !

— De vous mettre au couvent de Notre-Dame de la Daurade et de l'épouser ensuite ; je sais cela depuis longtemps.

— Et vous n'en êtes pas effrayé ?

— Pas plus que du loup-garçon de la Barre, que je frotterai d'importance s'il vient hululer sur mon chemin.

— Et que comptez-vous faire pour prévenir ces deux malheurs ?

— Oui, que compte-t-il faire ? dit à demi-voix le juge-mage : par mon bonnet carré ! je serais curieux de l'apprendre.

— Vous ne tarderez pas à le savoir, mademoiselle ! En attendant, gardez-moi votre foi, et qu'il vous souviennne du pélerinage que nous fimes sous l'œil même de votre père à l'oratoire de Roquemadour : nos deux cierges brûlèrent jusqu'à la fin sans s'éteindre, preuve certaine que la Vierge approuve notre union, et qu'elle nous protégera.

— C'est ce que nous allons voir, dit délibérément le juge-mage.

Et, tournant la tête sur la pointe du pied, il parut tout à coup devant les coupables, et les foudroya de ces paroles :

— Voilà donc les complots qui se trament dans ma maison ! L'âne se révolte d'avance contre l'autorité paternelle, et l'autre, au lieu de m'avertir, lui tient la main et l'encourage dans sa rébellion ! Et vous pensez tromper ainsi ma vigilance ! In-sensés, apprenez qu'un juge-mage veille toujours, et que la ri-

Courrier du Levant.

Constantinople, le 4^{er} juillet 1857.

Les fêtes de la circonscription des 2^{es} Is du sultan ont commencé depuis lundi et dureront une semaine. Pendant tout ce temps, les bureaux de la Sublime Porte sont transportés sur l'emplacement où ont lieu les réjouissances publiques et l'on y traite seulement les affaires importantes et urgentes. Une tente a été dressée pour le corps diplomatique à côté de celle de S. A. le grand visir, et tous ses membres ainsi que leurs familles peuvent s'y rendre, à tout heure du jour et de la nuit, pour jouir du spectacle des jeux et des cérémonies. Mardi prochain, S. M. Impériale le sultan donne un grand dîner dans la salle du trône, à tous les ambassadeurs et chefs de légations et à leurs principaux employés, ainsi qu'aux grands dignitaires de l'empire. Chaque jour, on circuite de 600 à 650 enfants.

Le sultan accorde une gratification de 50 fr. et un habillement complet à chacun de ceux d'entre eux dont la famille est dans une position peu aisée, ce qui constitue une dépense considérable ; car le nombre s'en élève à plusieurs milliers.

Quant aux fêtes pour le mariage des sultanes, elles ont été renvoyées à plus tard et n'auront lieu qu'en automne.

La frégate française à hélice la Pomone, suivie de l'avisio à vapeur le Brandon, est arrivée le 18 à Smyrne, après une croisière de trente-neuf jours. La frégate a successivement visité Syra, le Pirée, la Syrie et les principaux points de l'Archipel et de la côte d'Asie où le pavillon français ne s'était pas fait voir depuis longtemps.

Des lettres de Sinope nous apprennent qu'une partie de la contrée qui se trouve entre cette ville et Ineboli vient d'être ravagée par la grêle. Les pertes sont énormes : les moissons ont été détruites, et il n'est pas un arbre qui n'ait souffert. Les malheureux habitants se rendaient chez le pacha pour exposer leur infortune et demander secours.

AFRIQUE FRANÇAISE.

DÉPÊCHES TÉLÉGRAPHIQUES.

Tizi-Ouzon, 2 juillet, 7 heures.

Le gouverneur-général à M. le général de Cissey, à Alger.

Sidi-el-Hassen, 4^{er} juillet 1857.

Hier, à une heure, la division Mac-Mahon a enlevé le village d'Aguemount-Isen, hérissé de retranchements et occupé par de nombreux contingents.

Profitant d'une démonstration faite en arrière de la position par nos nouveaux alliés des Beni-Raten des Beni-Fraoucen réunis, la brigade Périgot, attaquant en même temps par les deux ailes et par le centre, rejeta l'ennemi au fond des ravins et resta maîtresse du village.

Les Beni-Yenni sont venus, ce matin, faire leur soumission.

Sidi-el-Hassen, 2 juillet.

Ce matin, par un mouvement combiné, les divisions Mac-Mahon et Renault ont occupé tout le pays des Beni-Menguillet et enlevé tous leurs villages.

Le bach-ahga Si-el-Djoudi et son fils Ahmed sont venus hier soir se remettre entre mes mains ; je les fais conduire à Alger sous bonne escorte.

Sidi-el-Hassen, 5 juillet.

Les soumissions se succèdent, et mon camp est plein de chefs kabyles qui viennent demander l'aide pour leurs tribus.

Ce matin, c'était le tour des Beni-Bouddar ; demain, celui des Beni-Ouassif. J'attends, dans la journée, les Beni-Menguillet.

Pendant que la division Mac-Mahon, après le glorieux combat dont nous avons parlé dans notre dernier numéro, s'établissait, le 24, à Icheriden, les deux autres divisions, levant leurs camps, s'approchaient des Beni-Yenni et se préparaient à pénétrer dès le lendemain au milieu de leur territoire.

La division Renault descendit d'Anaïel, chez les Irdjen, dans le fond de l'Oued-Aissi. Son camp fut dressé au-dessous du confluent de la Djemaa et du Talat, deux cours d'eau qui, en prenant différents noms, encadrent les Beni-Yenni au nord, à l'est et à l'ouest, et font des montagnes de cette tribu comme une sorte de presqu'île qui se rattache au Djurdjura par les Beni-Bouddar.

La division Yusuf alla camper sur les derniers contreforts des Beni-Raten, du côté de l'Oued-Djemaa, au-dessous d'Ait-Fra, et ouvrit, dans l'après-midi, une route qui devait lui permettre d'atteindre, sans trop de difficultés, le fond de la vallée.

M. le maréchal, après avoir assisté à la prise d'Icheriden, établit son quartier-général au milieu de cette dernière division.

Ainsi placés, les troupes avaient devant elles les montagnes ennemies, et chaque division se trouvait en face des contreforts qu'elle devait gravir pour arriver sur les crêtes.

Il faut être doué de jarrets d'acier pour regarder sans effort les énormes obstacles que présentent ces rudes montagnes. Non-seulement elles s'élèvent à 800 mètres au-dessus de la vallée par les pentes les plus escarpées, mais ces pentes, ravines, hérisseries de rochers, sont bordées çà et là d'affleurs précipités qui les rendent partout dangereuses, et, en certains endroits, pour ainsi dire impraticables. C'était par là cependant qu'il fallait atteindre l'ennemi, le chasser de ses positions fortifiées et déboucher sur ses villages.

En présence de tant de difficultés naturelles, le premier soin de M. le maréchal fut d'alléger les troupes et de prendre des mesures pour n'avoir à traîner après lui, tout d'abord, que les impatiements absolument indispensables.

Le gros de l'ambulance, les sacs des hommes et le convoi de l'administration, tous les lourds bagages, en un mot, restèrent près de la rivière sous la garde de quelques compagnies, ne devant se mettre en mouvement que lorsque les têtes de colonne, approchant sur les sommets, auraient aplani les plus gros obstacles. Ce soin était confié à des détachements d'infanterie, munis de pelles et de pioches, qui, sous la direction du génie, devaient ouvrir un sentier et tourner les mauvais pas.

Les deux divisions commencèrent leur mouvement offensif, le 25, au point du jour. Gravissant, chacune par des contreforts différents, les pentes les plus raides, escadant les rochers, se massant chaque fois qu'un ressaut de terrain le permettait, et enlevant successivement toutes les positions que les Kabyles essayaient de défendre, elles arrivèrent, l'une et l'autre, vers sept heures, au-dessous du mamelon que couronne le village de Ait-Lahssen, à l'origine du ravin profond qui les séparait depuis leur départ.

Dès qu'elles purent entrer en communication, M. le maréchal ordonna au général Yusuf de longer à gauche les pentes des Ait-Lahssen et de se porter sur Ait-el-Arba, deuxième centre de population sur la crête, à environ 600 mètres du premier. Le général Renault dut attendre pour commencer son attaque que ce mouvement fût déjà prononcé.

La division Yusuf se mit aussitôt en marche : la brigade de Ligny était en tête. Sans se précipiter du feu des Kabyles, elle se porta vivement en avant et arriva bientôt sous Ait-el-Arba. Là, tandis que le 3^e bataillon du 1^{er} de zouaves, dépassant le village, tournait à droite au pas de course, afin de prendre les défenseurs à revers, le 13^e bataillon de chasseurs à pied et le 45^e de ligne se précipitèrent en avant avec le plus impétueux entraînement et les abordèrent résolument de front. Surpris par cette brusque et vigoureuse attaque, les Kabyles abandonnèrent à la hâte leurs positions, et, sans se donner le temps de relever leurs morts, ils s'empressèrent de prendre la fuite, fusillés par les zouaves, qui les poursuivirent de près et les jetèrent dans les ravins.

Après ce brillant coup de main, la colonne d'attaque s'arrêta autour d'Ait-el-Arba : l'ordre était de ne pas s'engager plus loin. Mais le premier village n'était pas encore pris et ses feux arrivaient jusqu'à elle. M. le maréchal ordonna aussitôt au général Yusuf de le faire attaquer par la 2^e brigade qui arrivait alors sur la crête. Le 1^{er} bataillon du 1^{er} de zouaves, ayant à sa tête le colonel Colineau et dirigé par le général Gastu, qui ne tarda pas à avoir son cheval tué sous lui, se porta immédiatement, au pas de course, sur Ait-Lahssen. Il venait d'y arriver, lorsque la charge se fit entendre du côté de la division Renault. Pris entre deux feux, les défenseurs ne songèrent plus qu'à chercher leur salut dans la fuite ; mais quelques-uns ne purent échapper à nos soldats et restèrent morts sur le terrain.

Taurirt-Mimoun, 3^e village sur la crête, fut bientôt son tour. La brigade de Ligny fut chargée de l'attaque, et un escadron, moitié spahis, moitié chasseurs, dirigé par le colonel Fénelon, eut pour mission de tourner la position et de couper la retraite aux Kabyles. Mais ceux-ci, qui venaient d'éprouver l'élan irrésistible de nos troupes, se contentèrent de faire sur elles, à distance, une vive fusillade et disparurent.

Alors les plus fortes positions des Beni-Yenni nous appartenant, on bivouaqua sur les lieux mêmes qu'on venait d'enlever et l'on attendit l'arrivée des bagages.

Ce que nous avons dit de la configuration du pays suffit pour faire apprécier les difficultés immenses qui s'opposaient à leur marche. Glissant ici sur des rochers escarpés, et là sur un sentier étroit, tracé sur une terre meuble et fortement inclinée, les mulets avançaient lentement et roulaient, parfois, tout chargés, au fond des précipices. Ce fut pour les animaux comme pour leurs conducteurs une journée si rude, qu'elle se prolongea pour quelques-uns jusqu'au lendemain, au milieu des fatigues de toute sorte.

L'amélioration de ce chemin si difficile et si dangereux importait vivement à la suite des opérations. On s'en occupa immédiatement ; en quarante-huit heures il fut remplacé par une route muletière parfaitement praticable ; de sorte que les approvisionnements arrivent maintenant au camp avec un ordre et une régularité véritablement surprenants.

La rapidité avec laquelle s'accomplissent l'ascension des montagnes et la prise des positions, laissait espérer que les Beni-Yenni ne tarderaient pas à faire acte de soumission. Ils avaient à sauvegarder d'immenses intérêts. Leurs récoltes, leurs demeures étaient entre nos mains et leurs villages qui sont considérables étaient exposés à la destruction.

Ait-Lahssen est une petite ville, la plus grande de toute la Kabylie, bâtie avec soin, renfermant environ 4 à 5.000 habitants renommés dans tout le pays pour la fabrication des armes et des bijoux et exerçant aussi la profession d'out-kalks, c'est-à-dire de recéleurs.

Ait-el-Arba, moins étendu, joint à la fabrication des armes, celle de la fausse monnaie. On y a trouvé, en quantité, des pièces de 5 fr. faussées, des houpjous également faux et des matrices artistiquement exécutées.

Taurirt-Mimoun, gros village, fournissait des instruments aratoires à toutes les tribus des environs.

On ne pouvait pas supposer qu'une pareille population s'imposerait d'énormes sacrifices pour prolonger une résistance désormais sans espoir et par conséquent inutile. Elle le fit cependant et, au lieu de se rendre au camp pour implorer la clémence du vainqueur, elle s'embusqua de tout-

sur les sommations répétées du secrétaire les jours d'audience ou de dame Jaquette dans les jours ordinaires, qu'après avoir compté deux fois les solives du plancher enlumé. Tant qu'il n'en voyait que treize, il eût fallu un esteban pour l'arracher de son fauteuil ; mais lorsqu'il en comptait trois ou quatre de plus, comprenant vaguement que sa raison faisait naufrage, il consentait à se lever. C'est dans cet état de douce béatitude qu'il allait fumer et qu'il vaquait deux jours sur trois aux soins vulgaires de la vie.

La marche, le chaud et la poussière l'avaient trop ardemment altéré ce jour-là, et le vin de la cote du Lot jouit d'une réputation trop éclatante et trop bien méritée pour qu'il ménageât les flancs de son hôte. Tout entier à son occupation favorite, il ne s'inquiéta ni de l'éclipse du secrétaire, ni de la disparition successive de sa fille et de sa gouvernante, et sans s'en apercevoir, il en était à la quatorzième solive lorsque dame Jaquette, entrant précipitamment et le visage en feu :

— Eh ! vite, monsieur Majorel, eh ! vite, suivez-moi !

— Où donc ? balbutia le juge-mage en se versant rasade.

— Dans le jardin, où vous en apprendrez de belles sur M. votre secrétaire ! Je vous le disais bien : vous ne vouliez jamais me croire, mais vous allez voir par vos yeux et entendre de vos oreilles.

M. Majorel leva les yeux au plancher, dont il avait préalablement compté les poutres avant de se mettre à table, et en voyant multiplier de nouvelles sur sa tête, il suivit la gouvernante. Celle-ci le mena tout droit au jardin, et le postant derrière une haie d'aulépine en fleur au pied de laquelle étaient assis, sur une souche d'ormeau, Agathe et Amadiu.

— Écoutez, dit-elle à voix basse et le doigt sur ses lèvres.

— Mademoiselle Agathe, disait le secrétaire, ne désespérez pas : depuis quelques jours j'ai des pressentiments superbes !

— Erreur et folie ! monsieur Amadiu ; ce sont les vœux de notre cœur que nous prenons pour des voix mystérieuses !

— Non, mademoiselle Agathe, non, croyez-moi, je suis sûr de connaître M. Ma orel à consentir à notre mariage.

— Ne vous en flatter pas ; autant vaudrait courir comme le roi Artus qui chasse nuit et jour dans les nuages et attrape une

gueur du magistrat va punir les injures du père de famille !

— Mon père, dit Agathe tout émue, si je vous ai offensé, punissez-moi, mais épargnez M. Amadiu, dont l'estime qu'il me porte est tout le crime.

— Taisez-vous, péronnelle ! et ne parlez qu'à votre écot ; s'il vous plaît ! je vous maintiens la cause de vos répugnances pour le couvent, mais nous y mettrons ordre, et, à notre retour, une bonne cellule et les grilles du parloir me feront raison de vos déportements !

— Monsieur Majorel, demanda le jeune homme, voulez-vous me permettre de vous dire quatre mots ?

— Pas un seul, monsieur le coquin, pas une syllabe, car j'ai à vous parler aussi !

— De quoi s'agit-il, monsieur ?

— Il s'agit de vous nuire d'un autre emploi, attendu qu'après ma tournée...

— Après votre tournée, monsieur ?

— Je compte prendre un autre secrétaire !

— Ainsi, vous me cassez aux gages ?

— Pas à présent, mais dans huit jours, très-positivement.

— Cela se rencontre à merveille !

— Ah ! pourrait-on savoir pourquoi ?

— Mais, parce qu'ayant le même dessein, je profite de l'occasion pour me hieucier tout de suite.

— Comment ! comment ! Que prétendez-vous faire ?

— Vous planter là dès ce moment et reprendre la clef des champs sans tambour ni trompette !

— Par exemple ! m'abandonner au moment où j'ai le plus grand besoin de lui ! Mais vous n'en avez pas le droit.

— Cherchez le cas dans le Digeste ou dans les ordonnances.

— Il y est ; je n'en doute nullement.

— En attendant que vous l'avez trouvé, je gagne au pied, et bon voyage !

— Ecoute, drôle !

— Je ne suis point un drôle, mais un bachelier en droit !

— Vous, monsieur, reprit le magistrat vivement alarmé ; j'oublierai tout ; restez à votre poste et donnez l'ordre à la Ga-

lerne de monter à cheval, car je veux me remettre en route sur-le-champ.

— Envoyez-y dame Jaquette ; je ne quitte pas la plume pour enfoncer la mandrille !

Et, saluant respectueusement Mlle Agathe, en lui laissant pour adieu un signe d'intelligence, il tourna sur le talon et s'éloigna non sans siffler son éternel refrain de chasse :

— Que pensez-vous de tout ceci, brigadier ? dit le juge, tout ébaubi, au chef de ses archers, qui avait entendu la moitié du débat en venant prendre ses ordres.

La Galerne répondit par un mouvement d'épaule et des éliminations d'yeux très-expressifs.

— Vous croyez peut-être que j'ai eu tort de renvoyer ce gueux ?

La tête de La Galerne s'inclina vivement à plusieurs reprises.

— Parlez, voyons, dit le juge mage impatienté, qu'auriez-vous fait à ma place ?

— Je l'aurais gardé !

— Bon ! bon ! Il semble à tout le monde que je ne saurais m'en passer, mais je m'en soucie dans le fond comme d'un sifflet de Figene, et vous le prouverai bientôt.

— Dieu le veuille ! soupira le laconique La Galerne, auquel on arrachait rarement plus de trois mots.

— Et en y réfléchissant même, je suis charmé d'en être délivré ; car je ne sais s'il avait signé un pacte avec le diable, mais toutes les fois qu'il me laissait seul, il m'arrivait ou un malheur ou un désagrément.

— Il vous avait jeté un sort, observa aigrement dame Jaquette, mais hors de la maison il n'aura plus pouvoir sur vous.

Personne ne répondit ; le brigadier seul hochà la tête d'un air de doute, et M. Majorel, parlant secrètement ses convictions et ne révant plus qu'obstacles et désastres, se remit en route de fort mauvaise humeur.

MARY LAFON.

(La suite à un prochain numéro.)